

Les services publics et la défense des droits des femmes

L'accès universel aux services essentiels est une des clés pour assurer le respect des droits des femmes et l'égalité entre les sexes.

En effet, aujourd'hui :

- plus de 50 millions de filles âgées de moins de 15 ans travailleront dans les conditions les plus difficiles au lieu de fréquenter l'école;
- 1 400 femmes mourront durant leur grossesse ou au moment d'accoucher;
- les femmes représentent 70% des personnes qui vivent avec moins de 1 \$ par jour;
- dans certaines régions, des femmes et des filles marchent plus de six kilomètres par jour pour aller chercher de l'eau (jusqu'à 20 litres d'eau qu'elles posent sur leur tête).

Sur les 1,3 milliard de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté à travers le monde, 70% sont des femmes et des filles. La discrimination sexuelle systématique – le fait de refuser aux femmes leurs droits fondamentaux – est une des principales causes de pauvreté et empêche les femmes et les filles d'avoir accès aux services publics auxquels elles ont droit et dont elles ont désespérément besoin. Dans l'ensemble des pays en développement, les femmes courent plus de risques que les hommes d'être victimes de maladies alors qu'elles ont moins accès aux services médicaux. Elles doivent en général s'occuper des membres malades de leur famille et de leur collectivité. Chaque jour, des millions de femmes et de jeunes filles doivent aller chercher de l'eau pour leur famille; elles transportent ainsi de lourds seaux sur de longues distances. Lorsque l'argent se fait rare, les parents ont tendance à privilégier l'éducation de leurs fils plutôt que celle de leurs filles. De telles pratiques ne font que creuser davantage le fossé entre les sexes.

Les droits des femmes et les services publics

Investir dans le bien-être des femmes est la pierre angulaire du développement. Envoyer une fille à l'école lui permet d'améliorer ses perspectives de vie. Assurer des services de santé de base pendant la grossesse accroît les chances de l'enfant de survivre à l'accouchement. Des services de santé et d'éducation de meilleure qualité permettent aux femmes d'obtenir un revenu salarial et de participer plus activement à la vie politique. Toutes ces mesures assurent aux femmes une place plus juste dans leur quotidien et leur permettent de contribuer à l'évolution de la société.

La mise en place de services publics pour les femmes et les filles a rendu nombre de sociétés plus équitables et renforcé le statut social des femmes.

L'accès aux soins de santé

L'inégalité sociale peut avoir des effets néfastes sur la santé des femmes. Elle favorise notamment les pratiques sexuelles à risque et la transmission du VIH/sida. L'inégalité sociale empêche les femmes d'avoir accès à des soins de santé et des traitements qui leur permettraient de se remettre des conséquences physiques de la discrimination dont elles sont victimes.

Le mariage précoce dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne et d'Asie est le fruit d'une dynamique de pouvoir qui mine la capacité des filles à prendre des décisions en matière de sexualité et de reproduction. Ces filles, âgées de 15 à 19 ans, courent deux fois plus de risques de mourir durant un accouchement que celles âgées dans la vingtaine.

La pandémie de VIH/sida a des effets dévastateurs sur les femmes. Dans le monde, on estime à 15,4 millions le nombre de femmes séropositives.¹ En Afrique subsaharienne, elles représentent 61% des cas de VIH chez les adultes. Améliorer les droits des femmes modifierait cette situation en rendant les femmes moins vulnérables lorsqu'elles sont forcées par des hommes ou par la pauvreté à adopter des pratiques sexuelles à risque (voir la fiche « Les services publics luttent contre le VIH et le sida »).

- Dans les pays les plus pauvres, seule la moitié des femmes qui accouchent peuvent compter sur les soins d'une travailleuse de la santé adéquatement formée.
- La grossesse est la principale cause de décès parmi les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans.

L'accès à l'éducation

Continuer de refuser le droit à l'éducation à des millions de filles est une catastrophe.

- Plus de 72 millions d'enfants ne fréquentent pas l'école, dont de nombreuses filles vivant en milieu rural qui doivent travailler dans les champs ou contribuer au fonctionnement du foyer, ou qui se trouvent soudainement responsables de subvenir aux besoins de la famille entière après que les parents soient décédés du sida.
- Une jeune fille africaine de 16 ans a, en moyenne, fréquenté l'école durant moins de trois ans.
- L'éducation est un facteur économique clé pour les citoyens et les nations. Les filles perdront de 10 à 20 % des bénéfices futurs pour chaque année de scolarité perdue.
- Il existe un lien évident entre l'éducation des femmes et la réduction de la faim : l'éducation leur permet d'améliorer leur qualité de vie, de mieux gagner leur vie et de mieux s'alimenter en conséquence.
- Les femmes éduquées sont en meilleure position pour résister aux pratiques telles que l'excision, le mariage précoce et la violence conjugale.

L'accès à de l'eau potable et des services sanitaires

Les femmes jouent un rôle central dans l'approvisionnement, la gestion et la protection de l'eau. Avec les enfants, elles sont aussi les plus vulnérables aux maladies transmises par l'eau et aux pénuries d'eau. L'accès à de l'eau potable et des services sanitaires assure la santé aux collectivités, les rendant moins vulnérables à des maladies telles que la diarrhée, une maladie responsable du décès de 4 000 enfants chaque jour.

¹ *AIDS Epidemic Update*, ONUSIDA, décembre 2007.

- Une étude menée au Zimbabwe a calculé que les femmes consommaient plus de 30 % de leur apport énergétique quotidien pour aller chercher de l'eau.
- L'absence d'installations sanitaires individuelles force nombre de femmes à attendre la brumante ou l'aube pour se laver ou aller à la toilette, souvent en plein champ ou dans la brousse, ce qui constitue un risque grave pour leur sécurité.
- Une Africaine d'âge scolaire sur dix abandonne l'école durant la puberté en raison de l'absence d'installations sanitaires individuelles propres à l'école.

Il est possible de changer cette situation : faisons en sorte que les services essentiels soient accessibles aux femmes.

Investir dans des services fondamentaux qui soutiennent et autonomisent les femmes et les filles contribue à promouvoir les femmes comme travailleuses, à soutenir les femmes et les filles comme usagers des services et à les protéger contre les abus. Combiner ces mesures à des réformes législatives améliore le statut et l'autonomie des femmes dans la société en général.

Au Botswana, à l'île Maurice, au Sri Lanka, au Costa Rica et à Cuba, le nombre élevé d'enseignantes et de travailleuses de la santé a joué un rôle de premier ordre en encourageant les femmes et les filles à avoir recours aux services offerts. Au Brésil, les organisations féminines gouvernementales et non gouvernementales se sont assurées que la constitution de 1988 reflète l'importance de la santé de la reproduction des femmes.

Les gouvernements qui s'engagent à mettre fin à la violence et au harcèlement envers les femmes ont élaboré des politiques de protection qui, de concert avec des campagnes de sensibilisation, peuvent parvenir à mettre fin à la culture du silence. En Ouganda, le ministère de l'Éducation s'est attaqué au problème des abus faits aux filles dans les écoles, ce qui a eu pour conséquence le congédiement, voire l'emprisonnement, de certains enseignants et élèves de sexe masculin. Lorsque les collectivités en sont informées et que les médias couvrent le dossier, les autres filles sont à leur tour encouragées à dénoncer leurs agresseurs.

**Une personne peut changer beaucoup de choses.
Imaginons ce que six millions de personnes pourraient faire !**

**AIDEZ OXFAM ET LE SCFP À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ
ET À DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS**

Pour en savoir plus, visitez www.oxfam.qc.ca et joignez-vous à la campagne Pour tous !

